

**RAPPORT N° 2024/1-20
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024**

OBJET

**TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA RUE DES DEUX RIVES SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LE
LOT 1**

I- HISTORIQUE

La CINOR a lancé en juillet 2022, une consultation des entreprises selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique en vue de la réalisation des travaux de modernisation de la rue des Deux Rives sur la commune de Sainte-Suzanne, sur la base d'un coût prévisionnel de l'opération estimé par le maître d'œuvre à 1 765 265,10 € HT.

Suite à la décision du bureau communautaire en date du 15 septembre 2022, les marchés ont été attribués aux entreprises comme suit :

- Lot 1 - VRD : groupement SBTPC SOGEA/TSOI, pour un montant de 1 499 000,00 € HT ;
- Lot 2 - Eclairage public : entreprise TESTONI, pour un montant de 69 413,00 € HT.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 28 septembre 2022 pour le lot 1 et le 17 octobre 2022 pour le lot 2, pour un délai global d'exécution des marchés de 10 mois (y compris 2 mois de préparation).

Suite à des modifications intervenues en cours de chantier affectant le lot 1 – VRD, le bureau communautaire, en séance du 05 septembre 2023, a entériné l'avenant 1 au marché de travaux faisant passer le montant du marché pour ce lot 1 de 1 499 000,00 € HT à 1 526 371.18 € HT € HT (soit + 1,83 % en tenant compte de la variation des prix)

Toutefois, de nouvelles modifications affectant ce lot 1 ont été rendues nécessaires pour parvenir à l'achèvement des ouvrages.

En effet, pour des raisons techniques et afin de réduire les nuisances occasionnées par le chantier et préjudiciables aux riverains notamment, il a été décidé de remplacer une partie des revêtements de voirie prévue initialement en béton balayé par la mise en œuvre de béton bitumineux comprenant une couche d'imprégnation gravillonnée.

Ces mesures devant permettre de faciliter l'accès des commerces et des riverains, le temps de séchage de l'enrobé étant réduit par rapport au béton.

Ces modifications, non prévues initialement, et sans incidences sur la globalité du marché, impactent néanmoins la répartition du montant des travaux entre les cotraitants SBTPC SOGEA Réunion et TSOI et nécessitent la passation d'un avenant n° 2 au marché de travaux pour le lot 1 – VRD.

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de réajuster la répartition financière des prestations entre les cotraitants SBTPC SOGEA REUNION et TSOI comme suit :

- | | |
|---------------------------|--------------------------|
| - SBTPC SOGEA Réunion : | 1 436 600.00 € HT |
| - TSOI : | 62 400.00 € HT |
| Soit un total de : | 1 499 000.00 € HT |

Est remplacée par la répartition financière suivante (y/c avenant n°01 d'un montant de 27 655,18 € HT) :

- | | |
|---------------------------|--------------------------|
| - SBTPC SOGEA Réunion : | 1 479 327.43 € HT |
| - TSOI : | 47 043.75 € HT |
| Soit un total de : | 1 526 371.18 € HT |

III. INCIDENCE FINANCIERE

Les modifications apportées au programme initial des travaux n'entraînent aucune incidence financière sur la globalité du marché.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux de modernisation de la rue des Deux Rives sur la commune de Sainte-Suzanne pour le lot 1 – VRD - passé avec le groupement SBTPC SOGEA REUNION/TSOI, sans incidences financières.
- Autoriser le Président à signer cet avenant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2024/1-20
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

OBJET

**TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA RUE DES DEUX RIVES SUR LA COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 2 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT 1**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-20 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 2 au marché de travaux de modernisation de la rue des Deux Rives sur la commune de Sainte-Suzanne pour le lot 1 – VRD - passé avec le groupement SBTPC SOGEA REUNION/TSOI, sans incidences financières.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **22 FEV 2024**


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**


Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-20-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024